

CUBA

Malgré une récente libération, la liberté d'expression continue d'être restreinte

Index AI : AMR 25/009/02

Embargo : 6 novembre 2002 (00 h 01 GMT)

Selon une déclaration faite ce jour (6 novembre 2002) par Amnesty International, certains détracteurs du gouvernement cubain continuent d'être victimes de harcèlement et d'être placés en détention parce qu'ils expriment pacifiquement leurs convictions politiques.

Tout en se félicitant de la récente remise en liberté de l'ancien prisonnier politique Oscar Elías Biscet, considéré par Amnesty International comme un prisonnier d'opinion, l'organisation de défense des droits humains a publié aujourd'hui un nouveau rapport qui décrit les cas de plusieurs personnes détenues en raison de leurs activités politiques.

Parmi eux, Leonardo Bruzón Avila et Carlos Alberto Domínguez González, qu'Amnesty International considère également comme des prisonniers d'opinion, sont maintenus en détention uniquement parce qu'ils ont exercé pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression et d'association. Ces deux hommes sont détenus sans jugement depuis le 23 février 2002.

« Leonardo Bruzón Avila et Carlos Alberto Domínguez González ont payé de leur liberté l'exercice de leurs droits fondamentaux. Aussi doivent-ils être libérés immédiatement et sans condition », a déclaré Amnesty International.

Selon certaines sources, l'arrestation de Leonardo Bruzón visait à l'empêcher de prendre part à des activités dissidentes. Son état de santé, qui s'est sérieusement dégradé ces derniers temps après qu'il eut entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention, aurait nécessité une hospitalisation. Les motifs pour lesquels Carlos Alberto Domínguez a été appréhendé demeurent incertains ; il aurait néanmoins assisté, quelques jours avant son interpellation, à plusieurs messes célébrées en hommage aux prisonniers politiques.

Par ailleurs, le rapport d'Amnesty International mentionne un certain nombre de personnes qui seraient incarcérées en

raison de leur participation à des activités dissidentes pacifiques. C'est le cas d'Emilio Leyva Pérez et Lázaro Miguel Rodríguez Capote sont détenus sans jugement depuis le mois de février.

En outre, l'organisation de défense des droits humains examine actuellement les cas de nombreux dissidents placés en détention depuis le 27 février, date à laquelle un groupe de jeunes Cubains était entré dans l'ambassade du Mexique à La Havane à bord d'un autobus, vraisemblablement dans l'espoir de fuir Cuba. Il semblerait que les dissidents détenus attendent toujours d'être formellement inculpés. ●

Pour en savoir plus, veuillez consulter le rapport intitulé *CUBA: New prisoners of conscience and possible prisoners of conscience* [Cuba. Nouveaux prisonniers d'opinion et prisonniers d'opinion présumés] disponible en anglais sur le site : www.web.amnesty.org/ai.nsf/recent/amr250082002

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : www.amnesty.org